

DEMANDE D'INSCRIPTION AU TABLEAU DE L'ORDRE  
ARTICLE 83 SEPTIÈMES DE L'ORDONNANCE DE 1945  
QUESTIONNAIRE PERSONNE PHYSIQUE

Cadre réservé au Conseil Régional

Numéro de dossier :  
Date de la demande (dossier complet) :  
Inscription lors de la session du :

A retourner à votre Conseil Régional par mail à : [tableau@ordec.fr](mailto:tableau@ordec.fr)

Inscription demandée en qualité :

- D'Expert-Comptable indépendant  
 D'Expert-Comptable salarié

Visa fiscal – demande d'habilitation :

- Oui  
 Non

Tiers de confiance – demande de convention :

- Oui  
 Non

## 1. ETAT CIVIL

---

Titre :

- Madame  
 Monsieur

Nom patronymique : .....

Nom marital : .....

Nom usuel<sup>1</sup> : .....

Prénom(s) : .....

Naissance :

Date : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

Ville : .....

Département : [ ] [ ]

Pays : .....

Nom et Prénom du conjoint : .....

---

<sup>1</sup> Le nom usuel est celui sous lequel vous souhaitez figurer au Tableau de l'Ordre

**DEMANDE D'INSCRIPTION AU TABLEAU DE L'ORDRE  
ARTICLE 83 SEPTIÈMES DE L'ORDONNANCE DE 1945  
QUESTIONNAIRE PERSONNE PHYSIQUE**

Êtes-vous inscrit(e) sur une liste de **Commissaires aux Comptes** :

- Oui, auprès de quelles(s) Cour(s) d'appel et depuis quelle date :  
..... [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]  
..... [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]  
..... [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]
- Non

Êtes-vous inscrit(e) comme **Expert judiciaire** :

- Oui, auprès de quelles(s) juridictions (s) et depuis quelle date :  
..... [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]  
..... [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]  
..... [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]
- Non

**Adresse personnelle :**

.....  
.....

Code postal : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] Ville : ..... Pays : .....

**Numéro de téléphone personnel :** .....

**Adresse e-mail personnelle :** .....

## **2. RENSEIGNEMENTS PROFESSIONNELS**

---

A. Exercice de la profession d'Expert-Comptable sous le régime à titre BNC

**Adresse professionnelle :**

.....  
.....

Code postal : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] Ville : ..... Pays : .....

Téléphone : .....

Portable : .....

Adresse e-mail : .....

Site internet : .....

**Numéro de SIREN / SIRET :** .....

**Numéro d'inscription au RCS :** .....

**Numéro de TVA intracommunautaire :** .....

DEMANDE D'INSCRIPTION AU TABLEAU DE L'ORDRE  
ARTICLE 83 SEPTIÈMES DE L'ORDONNANCE DE 1945  
QUESTIONNAIRE PERSONNE PHYSIQUE

B. Exercice de la profession d'Expert-Comptable dans une société d'expertise comptable, une succursale ou une Association de Gestion et de Comptabilité déjà constituée ou en cours de création

En qualité d'associé :

- Oui  
 Non

En qualité de dirigeant :

- Oui  
 Non

En qualité de salarié :

- Oui  
 Non

Dénomination sociale de la structure :

.....  
.....

Sigle de la structure<sup>2</sup> :

.....

Adresse de la structure :

.....  
.....

Code postal : [ ][ ][ ][ ][ ] Ville : ..... Pays : .....

Téléphone : .....

Portable : .....

Adresse e-mail : .....

Numéro de SIREN / SIRET : .....

Responsable Ordinal de la structure :

Prénom : .....

Nom : .....

\*\*\*

Adresse que vous souhaitez voir figurer dans l'annuaire de l'Ordre, en cas de pluralité d'adresses professionnelles :

Entité : .....

Adresse :

.....  
.....

Code postal : [ ][ ][ ][ ][ ] Ville : ..... Pays : .....

<sup>2</sup> Sigle mentionné dans les statuts de la société uniquement

### 3. RENSEIGNEMENT DIVERS

---

A. Diplôme(s) ou titre(s) justifiant l'inscription au Tableau de l'Ordre

- Examen d'aptitude aux fonctions de Commissaire aux Comptes avec la date du 27 mars 2007<sup>3</sup>
- Certificat d'aptitude aux fonctions de Commissaire aux Comptes (CAFCAC), obtenu au plus tard avant le 22 mai 2024<sup>4</sup>
- Epreuve d'aptitude avant la date du 27 mars 2007<sup>5</sup> (épreuve d'aptitude subie avec succès par les personnes déjà agréées par les autorités compétentes d'un autre Etat membre de l'Union européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes)
- Examen d'aptitude mentionné à l'article L 822-1-2 du Code de commerce obtenu au plus tard le 22 mai 2019<sup>6</sup> (examen passé par les personnes physiques qui justifient avoir acquis, dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans un autre Etat admettant les nationaux français à exercer le contrôle légal des comptes, une qualification suffisante pour l'exercice du contrôle légal des comptes)

B. Situation professionnelle actuelle

- Activité libéral<sup>7</sup>
- Salarié en entreprise<sup>8</sup>
- Salarié d'un membre de l'Ordre<sup>9</sup>
- Salarié d'un membre de la Compagnie<sup>10</sup>
- Dirigeant d'une société non-membre de l'ordre<sup>11</sup>
- Chômage<sup>12</sup>

C. Inscription auprès d'un Ordre professionnel étranger

Etes-vous déjà inscrit(e) auprès d'un Ordre professionnel étranger :

- Oui, lequel et dans quel pays :

.....  
.....

- Non

### 4. DEMANDE D'AUTORISATION AU TITRE DE L'ARTICLE 158-7-1° du CGI

---

- Vous confirmez demander à être habilité à exercer le visa fiscal dans les conditions prévues par l'Article 158-7-1<sup>o13</sup> et 1649 quater L<sup>14</sup> du Code général des impôts.

NB : Si vous décidez ensuite d'exercer le visa fiscal, il vous faudra conclure à tout moment une convention avec l'administration fiscale portant sur une période de trois ans. Seule cette convention permet de viser les déclarations fiscales dans les conditions fixées par le Code général des impôts.

---

<sup>3,4,5,6</sup> Copie de l'examen / certificat / l'épreuve d'aptitude

<sup>7</sup> Certificat SIREN

<sup>8,9,10</sup> Attestation de l'employeur

<sup>11</sup> Extrait Kbis

<sup>12</sup> Attestation inscription Pôle Emploi

<sup>13</sup> Le montant des revenus et charges énumérés ci-après, retenu pour le calcul de l'impôt selon les modalités prévues à l'article 197, est multiplié par 1, 25. Ces dispositions s'appliquent : aux titulaires de revenus passibles de l'impôt sur le revenu, dans la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux ou des bénéfices non commerciaux ou des bénéfices agricoles, réalisés par des contribuables soumis à un régime réel d'imposition / ou qui ne font pas appel aux services d'un expert-comptable, d'une société membre de l'ordre ou d'une association de gestion et de comptabilité, autorisé à ce titre par l'administration fiscale et ayant conclu avec cette dernière une convention en application des articles 1649 quater L et 1649 quater M

<sup>14</sup> L'article 1649 quater L du Code général des impôts dispose que les experts-comptables doivent obtenir une autorisation délivrée par le Commissaire du Gouvernement auprès du Conseil régional de l'Ordre des Experts-Comptables, dans le ressort duquel ils sont inscrits, après avis du Conseil régional

**DEMANDE D'INSCRIPTION AU TABLEAU DE L'ORDRE  
ARTICLE 83 SEPTIÈMES DE L'ORDONNANCE DE 1945  
QUESTIONNAIRE PERSONNE PHYSIQUE**

**5. CONFORMITE AVEC LE RGPD**

Les informations recueillies sont nécessaires pour votre inscription à l'Ordre et votre participation aux événements de l'Ordre (Assemblées Générales, Congrès etc...). Elles font l'objet d'un traitement automatisé et sont destinées au Conseil régional et au Conseil supérieur de l'Ordre des Experts-Comptables.

Vos données vont être conservées pendant toute la période de votre inscription au tableau et en archives définitives pour la réalisation de statistiques professionnelles dans le respect de l'article 29-7° du décret du 30 mars 2012.

Nous vous rappelons que vous disposez d'un droit à la portabilité de vos données, de droits d'accès, de rectification, de limitation et d'opposition pour motifs légitimes, ainsi que du droit de définir des directives relatives au sort de vos données personnelles après votre mort sous réserves des dispositions légales et réglementaires applicables. Vous avez la possibilité d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle.

Les données collectées pour la finalité initiale peuvent également être transmises aux partenaires commerciaux de l'Ordre aux fins de prospection commerciale.

- Veuillez cocher cette case si vous ne souhaitez pas que vos données soient utilisées pour d'autres usages que l'inscription à l'Ordre et notamment, par nos partenaires, à des fins de prospection.

**6. DROITS SOCIAUX DETENUS A CE JOUR DANS UNE SOCIETE MEMBRE DE L'ORDRE**

| Région<br>ordinaire du<br>siège social | Raison<br>sociale | Numéro<br>d'inscription à<br>l'Ordre | Droits sociaux<br>détenus |   | Date de<br>début de<br>détention<br>des droits | Fonction(s)<br>au sein de la<br>société | Exercice<br>effectif dans la<br>société |                              |
|--|-------------------|--------------------------------------|---------------------------|---|--|---|---|------------------------------|
|  |                   |                                      | Nombre                    | % |  |   | <input type="checkbox"/> Oui            | <input type="checkbox"/> Non |
|  |                   |                                      |                           |   |  |   | <input type="checkbox"/> Oui            | <input type="checkbox"/> Non |
|  |                   |                                      |                           |   |  |   | <input type="checkbox"/> Oui            | <input type="checkbox"/> Non |
|  |                   |                                      |                           |   |  |   | <input type="checkbox"/> Oui            | <input type="checkbox"/> Non |
|  |                   |                                      |                           |   |  |   | <input type="checkbox"/> Oui            | <input type="checkbox"/> Non |

**7. RESPONSABILITES OU ACTIVITES DIVERSES**

Préciser ici les responsabilités diverses ou fonctions ainsi que les organismes concernés (exemple : fonctions électives nationales ou territoriales, centre de gestion, association agréée de professions libérales, enseignements universitaires...).

| Nom de l'organisme | Fonction(s) | Date de prise de<br>fonction(s) | Commentaires |
|--------------------|-------------|---------------------------------|--------------|
|                    |             |                                 |              |
|                    |             |                                 |              |
|                    |             |                                 |              |
|                    |             |                                 |              |

**DEMANDE D'INSCRIPTION AU TABLEAU DE L'ORDRE  
ARTICLE 83 SEPTIÈME DE L'ORDONNANCE DE 1945  
QUESTIONNAIRE PERSONNE PHYSIQUE**

---

- Je certifie sincères et véritables les informations contenues dans le présent questionnaire.
- Je m'engage à faire connaître au Conseil Régional de l'Ordre, dans un délai maximum d'un mois, tout changement intervenu dans mon adresse ou ma situation professionnelle, et à joindre les justificatifs correspondants.

Fait à : .....

Le : .....

**Signature** (précédée de la mention manuscrite « certifié exact ») :

DEMANDE D'INSCRIPTION AU TABLEAU DE L'ORDRE  
ARTICLE 83 SEPTIÈMES DE L'ORDONNANCE DE 1945  
QUESTIONNAIRE PERSONNE PHYSIQUE

**LISTE DES PIÈCES A RETOURNER AVEC LE PRESENT QUESTIONNAIRE**

---

- Questionnaire obligatoire pour l'**enquête de moralité** dûment rempli (Annexe 2) – *pour les personnes de nationalité étrangère, joindre un extrait de l'acte de naissance comportant la filiation.*
- Copie de l'examen d'aptitude aux fonctions de Commissaire aux Comptes ou du certificat d'aptitude aux fonctions de commissaire aux comptes** mentionné à l'article L 822-1-1 du Code de commerce **ou de la réussite à l'épreuve d'aptitude ou de l'examen d'aptitude** mentionné à l'article L 822-1-2 du Code de commerce.
- Attestation de la CNCC** mentionnant l'inscription sur la liste des Commissaires aux Comptes mentionnée à l'article L 822-1 du Code de commerce – *L'enquête de moralité obligatoire est diligentée à chaque demande d'inscription. Afin de ne pas retarder cette formalité, qui peut durer environ 1 mois et demi, nous vous demandons de nous faire parvenir le questionnaire correspondant à l'annexe 1 dûment complété par retour du courrier, et de la copie de votre diplôme sans attendre d'avoir réuni les autres pièces du dossier qui devront nous parvenir 10 jours au plus tard après l'envoi de ces deux documents.*
- Une **photo d'identité**
- Curriculum vitae**
- Liste des diplômes** dûment remplie en précisant la date d'obtention des diplômes (Annexe 8)
- Autorisation d'usage d'un précédent nom marital**<sup>15</sup>
- Photocopie recto/verso de la carte nationale d'identité ou du passeport ou de la carte de séjour**
- Copie du bail des locaux** dans lesquels vous vous proposez d'exercer votre profession ou **justification de la propriété des locaux** et possibilité d'y exercer la profession – *uniquement pour les Experts-Comptables indépendants régime BNC*
- Justification de la **situation professionnelle** à la date de la demande<sup>16</sup>
- Attestation de votre employeur inscrit à l'Ordre**, précisant que vous serez salarié(e) de sa structure en qualité d'Expert-Comptable (Annexe 3)  
OU **Attestation du représentant légal de la société**, en cas d'exercice en qualité d'associé d'une société d'expertise comptable (Annexe 4)  
OU **Certificat de fin de contrat de votre employeur**, s'il n'est pas membre de l'Ordre
- Déclaration d'indépendance** accompagnée des justificatifs (Annexe 5)
- Attestation sur l'honneur** (Annexe 1)
- Attestation provisoire justifiant de votre souscription à une **assurance responsabilité civile professionnelle** auprès d'une compagnie de votre choix (Annexe 6), ou attestation d'assurance de votre employeur, inscrit à l'Ordre, personne physique ou morale, précisant que vous êtes couvert(e) par le contrat qu'il a souscrit (Annexe 7)

---

<sup>15</sup>. Pour les femmes mariées souhaitant faire usage de ce précédent nom marital comme nom usuel

<sup>16</sup>. Certificat de travail de l'employeur actuel, certificat ASSEDIC ou certificat INSEE Répertoire national des entreprises et de leurs établissements

DEMANDE D'INSCRIPTION AU TABLEAU DE L'ORDRE  
ARTICLE 83 SEPTIÈMES DE L'ORDONNANCE DE 1945  
QUESTIONNAIRE PERSONNE PHYSIQUE

ANNEXE 1

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

---

Je soussigné(e),

Prénom et Nom : .....

Adresse :

.....  
.....

Atteste sur l'honneur,

- Être inscrit(e) sur la liste mentionnée au I de l'Article L.822-1 du Code de commerce,
- Jouir de mes droits civils,
- Être titulaire de l'examen d'aptitude aux fonctions de Commissaire aux Comptes avant la date du 27 mars 2007, ou du certificat d'aptitude aux fonctions de commissaire aux comptes, ou de l'épreuve d'aptitude avant la date du 27 mars 2007 ou de l'examen d'aptitude mentionné à l'Article L 822-1-2 du Code de commerce
- N'avoir subi aucune condamnation criminelle ou correctionnelle de nature à entacher l'honorabilité et notamment aucune condamnation comportant l'interdiction du droit de gérer et d'administrer les sociétés,
- Et être à jour de toutes mes obligations fiscales.

Fait à : .....

Le : .....

Signature :



DEMANDE D'INSCRIPTION AU TABLEAU DE L'ORDRE  
ARTICLE 83 SEPTIÈMES DE L'ORDONNANCE DE 1945  
QUESTIONNAIRE PERSONNE PHYSIQUE

**ANNEXE 2**  
**QUESTIONNAIRE OBLIGATOIRE EN VUE D'ENQUÊTE DE MORALITÉ**

---

Inscription demandée en qualité de :

- Expert-Comptable indépendant  
 Expert-Comptable salarié

**Prénom(s)** : .....

**Nom** : .....

**Nom de jeune fille** : .....

**Naissance** :

Date : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

Ville : .....

Département : [ ] [ ]

Pays : .....

**Prénom(s) et nom du père** : .....

**Prénom(s) et nom de jeune fille de la mère** : .....

**Adresse au 1<sup>er</sup> janvier en cours** : .....

.....

**Adresse actuelle** (si déménagement survenu après le 1<sup>er</sup> janvier de l'année en cours) : .....

.....

**Adresse professionnelle actuelle** : .....

.....

**Numéro de téléphone** (permettant de vous joindre impérativement) : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

**Adresse des services fiscaux** auxquelles a été adressée la dernière déclaration de revenus : .....

.....

.....

Adresse des services fiscaux auxquels ont été adressées les déclarations fiscales antérieures (si différentes de la précédente) : .....

.....

Fait à : .....

Le : .....

**Signature** :



DEMANDE D'INSCRIPTION AU TABLEAU DE L'ORDRE  
ARTICLE 83 SEPTIÈMES DE L'ORDONNANCE DE 1945  
QUESTIONNAIRE PERSONNE PHYSIQUE

**ANNEXE 3**

**ATTESTATION DE L'EMPLOYEUR INSCRIT A L'ORDRE**

Seulement en cas d'exercice en qualité de salarié d'un cabinet, d'une société d'expertise comptable, d'une succursale ou d'une association de gestion et de comptabilité

**Modèle à reproduire obligatoirement sur papier à en-tête**

---

Je soussigné(e),

**(Prénom et nom)** .....

agissant en qualité de **(fonction)** .....

de la société / du cabinet d'expertise comptable / de la succursale / de l'AGC .....

inscrit(e) au Tableau de l'Ordre de la région .....

atteste que :

Madame / Monsieur **(prénom et nom du candidat)** .....

demeurant à **(adresse du domicile)** .....

.....

a été embauché(e) le .....

et demande son inscription au Tableau de l'Ordre des Experts-Comptables, afin d'exercer la profession d'Expert-Comptable en qualité de salarié(e) de ladite société / dudit cabinet / de la succursale / de l'AGC.

Fait à : .....

Le : .....

**Signature** (précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé »):

DEMANDE D'INSCRIPTION AU TABLEAU DE L'ORDRE  
ARTICLE 83 SEPTIEMES DE L'ORDONNANCE DE 1945  
QUESTIONNAIRE PERSONNE PHYSIQUE

**ANNEXE 4**

**ATTESTATION DU REPRESENTANT LEGAL DE LA SOCIETE**

Seulement en cas d'exercice en qualité d'associé d'une société d'expertise comptable

**Modèle à reproduire obligatoirement sur papier à en-tête**

---

Je soussigné(e),

**(Prénom et nom)** .....

agissant en qualité de **(fonction)** .....

de la société .....

inscrit(e) au Tableau de l'Ordre de la région .....

atteste que :

Madame / Monsieur **(prénom et nom du candidat)** .....

demeurant à **(adresse du domicile)** .....

.....

demande son inscription au Tableau de l'Ordre des Experts-Comptables, afin d'exercer la profession d'Expert-Comptable en qualité d'Expert-Comptable indépendant de ladite société.

Fait à : .....

Le : .....

**Signature** (précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé »):

DEMANDE D'INSCRIPTION AU TABLEAU DE L'ORDRE  
ARTICLE 83 SEPTIÈMES DE L'ORDONNANCE DE 1945  
QUESTIONNAIRE PERSONNE PHYSIQUE

**ANNEXE 5**  
**DECLARATION D'INDEPENDANCE PROFESSIONNELLE**

Je soussigné(e),

**(Prénom et nom)** .....

**(adresse domicile)** .....

**(profession actuelle)** .....

Sollicite mon inscription au Tableau de l'Ordre de la Région .....  
en qualité d'Expert-Comptable,

déclare<sup>1</sup> :

n'avoir, dès maintenant, aucune attache salariée avec un employeur autre qu'un membre de l'Ordre des  
Experts-Comptables, qu'une AGC ou qu'un membre de la Compagnie des Commissaires aux Comptes ;

avoir pris toute disposition pour réaliser mon indépendance professionnel à compter du<sup>2</sup> : .....

que j'exercerai la profession comme salarié(e)<sup>3</sup> :

de Madame / Monsieur .....

de la société .....

de la succursale .....

de l'AGC .....

inscrit(e) au Tableau de l'Ordre de la Région .....

que j'exercerai la profession :

en qualité de<sup>4</sup> .....

pour la société .....

inscrite au Tableau de l'Ordre de la Région .....

que j'exercerai la profession à titre indépendant ;

m'engager à n'accepter dans l'avenir aucune fonction, aucun emploi et à n'exercer aucune activité  
incompatible avec les prescriptions, reproduites au verso, de l'article 22 de l'ordonnance du 19 septembre  
1945 et à faire respecter par mes employés, les dispositions qui leur son applicables.

Fait à : .....

Le : .....

**Signature** (précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé »):

<sup>1</sup> Rayer les mentions inutiles

<sup>2</sup> Joindre une attestation du dernier employeur confirmant cette date

<sup>3</sup> Joindre une attestation de l'employeur (annexe 3)

<sup>4</sup> En cas d'exercice en qualité d'associé, joindre une attestation du représentant légal de la société (annexe 4). En cas d'exercice en qualité de mandataire social, préciser la nature du mandat social exercé (président du conseil d'administration, directeur général, gérant...) et joindre une justification (Kbis, PV d'assemblée...)

## **DEMANDE D'INSCRIPTION AU TABLEAU DE L'ORDRE ARTICLE 83 SEPTIÈMES DE L'ORDONNANCE DE 1945 QUESTIONNAIRE PERSONNE PHYSIQUE**

### **ARTICLE 22 DE L'ORDONNANCE DU 19 SEPTEMBRE 1945**

Modifié par ordonnance n°2004-279 du 25 mars 2004, art. 5 ; par Loi n°2010-853 du 23 juillet 2010, art. 22 et 24 ; par Loi n°2011-331 du 28 mars 2011, art. 33 ; par ordonnance n°2014-443 du 30 avril 2014

L'activité d'expertise comptable est incompatible avec toute occupation ou tout acte de nature à porter atteinte à l'indépendance de la personne qui l'exerce en particulier :

Avec tout emploi salarié, sauf chez un autre membre de l'ordre, chez un membre de la compagnie nationale des commissaires aux comptes, dans une succursale ou dans une association de gestion et de comptabilité ;

Avec toute activité commerciale ou acte d'intermédiaire autre que ceux que comporte l'exercice de la profession, sauf s'il est réalisé à titre accessoire et n'est pas de nature à mettre en péril l'exercice de la profession ou l'indépendance des associés experts-comptables ainsi que le respect par ces derniers des règles inhérentes à leur statut et à leur déontologie. Les conditions et limites à l'exercice de ces activités et à la réalisation de ces actes sont fixées par les normes professionnelles élaborées par le Conseil supérieur de l'ordre et agréées par arrêté du ministre chargé de l'économie ;

Avec tout mandat de recevoir, conserver ou délivrer des fonds ou valeurs ou de donner quittance, sauf si l'opération s'effectue à titre accessoire et par les comptes ouverts dans les livres d'un fonds de règlement créé à cet effet, dans des conditions fixées par décret. Le décret définit les modalités de fonctionnement et de contrôle de ce fonds. Un commissaire aux comptes et un commissaire aux comptes suppléant sont désignés pour contrôler le respect par le fonds de l'ensemble des règles et obligations applicables, outre les dispositions du titre II du livre VIII du code de commerce. Le commissaire aux comptes peut se faire communiquer tous les documents et renseignements nécessaires à sa mission. A l'issue de ses opérations de contrôle, il en fait rapport à l'assemblée du fonds de règlement des experts-comptables. Toutefois, si la délivrance de fonds correspond au paiement de dettes fiscales ou sociales pour lequel un mandat a été confié au professionnel, elle peut être effectuée directement sans transiter par le fonds précité.

Il est en outre interdit aux membres de l'ordre, aux succursales et aux associations de gestion et de comptabilité, ainsi qu'à leurs salariés mentionnés à l'article 83 ter et à l'article 83 quater d'agir en tant qu'agent d'affaires, d'assumer une mission de représentation devant les tribunaux de l'ordre judiciaire ou administratif, d'effectuer des travaux d'expertise comptable, de révision comptable ou de comptabilité pour les entreprises dans lesquelles ils possèdent directement ou indirectement des intérêts substantiels.

Ils peuvent toutefois accepter, sous le contrôle du conseil régional dont ils relèvent et dans les conditions fixées par le règlement intérieur de l'ordre des experts-comptables, tout mandat social dans toute société, groupement ou association, dès lors que ce mandat n'est pas de nature à porter atteinte à leur indépendance, ainsi que les missions d'expert qui leur sont confiées, les fonctions d'arbitre et celles de commissaire aux comptes dans les conditions prévues au livre VIII du code de commerce.

Ils peuvent également être associés ou membres des instances dirigeantes d'une société exerçant l'une des professions relevant du champ d'application du titre IV bis de la loi n°90-1258 du 31 décembre 1990 précitée, dont celle d'expert-comptable.

Ils peuvent également, sans pouvoir en faire l'objet principal de leur activité :

1 ° Effectuer toutes études ou tous travaux d'ordre statistique, économique, administratif, financier, environnemental, numérique ainsi que tous travaux et études à caractère administratif ou technique, dans le domaine social et fiscal, et apporter, dans ces matières, leur avis devant toute autorité ou organisme public ou privé qui les y autorise ;

2 ° Donner des consultations, effectuer toutes études ou tous travaux d'ordre juridique, fiscal ou social et apporter, dans ces matières, leur avis devant toute autorité ou organisme public ou privé qui les y autorise, mais seulement s'il s'agit d'entreprises dans lesquelles ils assurent des missions d'ordre comptable ou d'accompagnement déclaratif et administratif de caractère permanent ou habituel ou dans la mesure où lesdites consultations, études, travaux ou avis sont directement liés aux travaux comptables dont ils sont chargés.

Pour l'application de l'article 2 et des 1° et 2° du présent article, les experts-comptables et les salariés mentionnés aux articles 83 ter et 83 quater bénéficient d'une présomption simple d'avoir reçu mandat des personnes qu'ils représentent devant l'administration fiscale et les organismes de sécurité sociale. La justification de détention d'un mandat reste toutefois obligatoire auprès de l'administration fiscale, dans des conditions fixées par décret, pour les demandes d'accès au compte fiscal d'un particulier.

Les interdictions ou restrictions édictées par les trois alinéas précédents s'étendent aux employés salariés des membres de l'ordre, des succursales et des associations de gestion et de comptabilité, et à toute personne agissant pour leur compte ou ayant avec eux des liens ou intérêts communs.

Les membres de l'ordre et les dirigeants, administrateurs et salariés des associations de gestion et de comptabilité peuvent participer à l'enseignement professionnel : toutefois, sauf pour les professeurs de l'enseignement public, les missions définies à l'article 2 ci-dessus doivent demeurer l'objet principal de leur activité. Ils peuvent procéder à des travaux et études de statistiques et de documentation économique pour le compte des entreprises privées et des organismes professionnels.

DEMANDE D'INSCRIPTION AU TABLEAU DE L'ORDRE  
ARTICLE 83 SEPTIÈME DE L'ORDONNANCE DE 1945  
QUESTIONNAIRE PERSONNE PHYSIQUE

**ANNEXE 6**  
**ATTESTATION PROVISOIRE D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE**  
**PROFESSIONNELLE**

**Exercice de la profession à titre indépendant (régime BNC)**

---

Je soussigné(e),

**(Prénom et nom)** .....

**(qualité)** .....

**(adresse domicile)** .....

.....

Atteste au nom de la Compagnie d'assurances .....

que Madame / Monsieur **(prénom et nom)** .....

**(adresse)** .....

.....

qui sollicite son inscription à l'Ordre des Experts-Comptables de la Région .....

a souscrit un contrat d'assurance n°....., par lequel  
il/elle bénéficiera des garanties conformes aux dispositions du décret n°2012-432 du 30 mars 2012, pris en  
application de l'article 17 de l'ordonnance n°452138 du 19 septembre 1945.

La prise d'effet de ce contrat sera la date de l'inscription à l'Ordre de la région .....

Dès que nous aurons connaissance de cette date, nous adresserons directement au Conseil Régional de l'Ordre une  
attestation définitive.

La présente attestation a été délivrée pour être remise au Conseil Régional de l'Ordre en vue de compléter le  
dossier d'inscription.

Fait à : .....

Le : .....

**Signature** (précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé »):

DEMANDE D'INSCRIPTION AU TABLEAU DE L'ORDRE  
ARTICLE 83 SEPTIÈME DE L'ORDONNANCE DE 1945  
QUESTIONNAIRE PERSONNE PHYSIQUE

**ANNEXE 7**  
**ATTESTATION PROVISOIRE D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE**  
**PROFESSIONNELLE**

Exercice de la profession en qualité de salarié ou d'associé

---

Je soussigné(e),

**(Prénom et nom)** .....

**(qualité)** .....

(adresse domicile) .....

.....

Atteste au nom de la Compagnie d'assurances .....

que Madame / Monsieur **(prénom et nom)** .....

(adresse) .....

.....

qui sollicite son inscription à l'Ordre des Experts-Comptables de la Région .....

est couvert(e) par un contrat d'assurance n°.....,

souscrit par la société d'expertise comptable / le cabinet / la succursale / l'AGC .....

**(adresse de la structure)** .....

.....

La prise d'effet de ce contrat sera la date de l'inscription à l'Ordre de la région .....

Dès que nous aurons connaissance de cette date, nous adresserons directement au Conseil Régional de l'Ordre une attestation définitive.

La présente attestation a été délivrée pour être remise au Conseil Régional de l'Ordre en vue de compléter le dossier d'inscription.

Fait à : .....

Le : .....

**Cachet professionnel et signature de l'assureur :**

**DEMANDE D'INSCRIPTION AU TABLEAU DE L'ORDRE  
ARTICLE 83 SEPTIÈMES DE L'ORDONNANCE DE 1945  
QUESTIONNAIRE PERSONNE PHYSIQUE**

**ANNEXE 8  
LISTE DES DIPLÔMES**

| <b>ECOLES COMMERCIALES ET DE GESTION</b> |  |                       |
|--|--|-----------------------|
| <b>ECOLES</b>                            | <b>DIPLÔMES</b>  | <b>OBTENU (ANNEE)</b> |
| HEC                                      | Option Finances et Comptabilité  |                       |
| HEC                                      | Autres options   |                       |
| ESSEC                                    | Option Finances et Comptabilité  |                       |
| ESSEC                                    | Autres options   |                       |
| ESCP                                     | Option Finances et Comptabilité  |                       |
| ESCP                                     | Autres options   |                       |
| ESC                                      | Amiens, Bordeaux, Brest, Chambéry, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, La Rochelle, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Nice, Normandie, Pau, Poitiers, Reims, Rennes, Rouen, Saint-Etienne, Toulouse, Tours, Troyes |                       |
| EAP                                      | Ecole Européenne des Affaires  |                       |
| EDHEC                                    | Ecole du Haut Enseignement Commercial (Lille)  |                       |
| ISG                                      | Institut Supérieur de Gestion  |                       |
| ICN                                      | Institut Commercial de Nancy   |                       |
| ESLSCA                                   | Ecole Supérieure Libre des Sciences Comptables Appliquées  |                       |
| ISC                                      | Institut Supérieur de Commerce   |                       |
| EBS                                      | European Business School   |                       |
| ESSCA                                    | Ecole Supérieure des Sciences Commerciales d'Angers  |                       |
| IECS                                     | Institut Européen d'Etudes Commerciales Supérieures, Strasbourg – Option Finances et Comptabilité  |                       |
| IECS                                     | Id – Autres options  |                       |
| ESG                                      | Ecole Supérieure des Affaires  |                       |
| ISA                                      | Institut Supérieur des Affaires  |                       |
| CPA                                      | Centre de Perfectionnement des Affaires  |                       |
| AUDENCIA                                 | Ecole Management d'Angers  |                       |
| Autres                                   | Préciser : .....   |                       |

| <b>ETUDES POLITIQUES ET GRANDES ECOLES D'ADMINISTRATION</b> |   |                       |
|---|---|-----------------------|
| <b>ACRONYMES</b>  | <b>ECOLES</b>   | <b>OBTENU (ANNEE)</b> |
| ENSAE   | Ecole Nationale de la Statistique et de l'Administration Economique         |                       |
| IEP   | Institut d'études Politiques de Paris – Section économique et financière    |                       |
| IEP   | Institut d'études Politiques de Paris – Autres sections                     |                       |
| IEP   | Institut d'études Politiques de Province – Section économique et financière |                       |
| IEP   | Institut d'études Politiques de Province – Autres sections                  |                       |
| INSEAD  | Institut Européen d'Administration des Affaires (Fontainebleau)             |                       |
| MBA   | Master of Business and Administration                                       |                       |
| Autres  | Diplôme étranger – préciser : .....   |                       |

| <b>ENSEIGNEMENT COMPTABLE SUPERIEUR</b> |   |                       |
|---|---|-----------------------|
| <b>ECOLES</b>                           | <b>DIPLÔMES</b>   | <b>OBTENU (ANNEE)</b> |
| INTEC                                   | Certificat de 1er cycle de l'INTEC  |                       |
| INTEC                                   | DEFC, Diplôme d'Études Financières et Comptables de l'INTEC (régime 1981) |                       |
| INTEC                                   | DES, Diplôme d'Études Supérieures   |                       |
| INTEC                                   | DGC, Diplôme de Gestion et de Comptabilité                                |                       |



**DEMANDE D'INSCRIPTION AU TABLEAU DE L'ORDRE  
ARTICLE 83 SEPTIÈMES DE L'ORDONNANCE DE 1945  
QUESTIONNAIRE PERSONNE PHYSIQUE**

|                   |  |  |
|-------------------|--|--|
| INTEC             | DSGC, Diplôme Supérieur de Gestion et de Comptabilité                          |  |
|                   | DEC, Diplôme d'Expertise Comptable (régime 1973)                               |  |
|                   | DEC, Diplôme d'Expertise Comptable (régime 1981)                               |  |
|                   | DEC, Diplôme d'Expertise Comptable (régime 2010/2012)                          |  |
| <b>Agrégation</b> |  |  |
| ETAT              | DECS, Diplôme d'Études Comptables Supérieures (régime 1981)                    |  |
| ETAT              | DESCF, Diplôme d'Études Supérieures Comptables et Financières (régime 1981)    |  |
| ETAT              | DECF, Diplôme d'Études Comptables et Financières (régime 1981)                 |  |
| ETAT              | DPECF, Diplôme Préparatoire aux Études Comptables et Financières (régime 1981) |  |
| ETAT              | DCG, Diplôme de Comptabilité et de Gestion (régime 2009/2012)                  |  |
| ETAT              | DSCG, Diplôme Supérieur de Comptabilité et de Gestion (régime 2009/2012)       |  |
| BTS               | Préciser : .....   |  |
| Autres            | Diplôme Union Européenne - Préciser : .....                                    |  |
| Autres            | Diplôme étranger (hors UE) - Préciser : .....                                  |  |

| <b>ÉCOLES D'INGÉNIEUR</b> |  |                       |
|---------------------------|--|-----------------------|
| <b>ACRONYMES</b>          | <b>ÉCOLES</b>  | <b>OBTENU (ANNEE)</b> |
|                           | Ecole Polytechnique  |                       |
| ENSM                      | École Nationale Supérieure des Mines (Paris, Saint-Etienne, Nancy) |                       |
| ENPC                      | Ecole Nationale des Ponts et Chaussées                             |                       |
|                           | Ecole Centrale (Paris, Lyon)                                       |                       |
| SUP AERO                  | École Nationale Supérieure de l'Aéronautique et de l'Espace        |                       |
| INA                       | Institut National Agronomique                                      |                       |
| TELECOM                   | École Nationale Supérieure des Télécommunications                  |                       |
| ENSTA                     | École Nationale Supérieure des Techniques Avancées                 |                       |
| SUPELEC                   | École Supérieure d'Électricité                                     |                       |
| ESPCI                     | Ecole Supérieure de Physique Chimie (Paris)                        |                       |
| ENSAM                     | Ecole Nationale Supérieure des Arts et Métiers                     |                       |
| INPG                      | Institut National Polytechnique de Grenoble                        |                       |
| IDN                       | Institut Industriel du Nord  |                       |
| ISEP                      | Institut Supérieur d'Électronique de Paris                         |                       |
| INSA                      | Institut National des Sciences Appliquées                          |                       |
| ISEN                      | Institut Supérieur d'Électronique du Nord                          |                       |
| CESTI                     | Centre d'Études Supérieures des Techniques Industrielles           |                       |
| HEI                       | Hautes Études Industrielles - Lille                                |                       |
| ESME<br>SUDRIA            | École Spéciale de Mécanique et d'Électricité                       |                       |
| ESTP                      | Ecole Spéciale des Travaux Publics                                 |                       |
| Autres                    | Préciser : .....   |                       |

| <b>UNIVERSITÉS</b>     |                         |                       |
|------------------------|-------------------------|-----------------------|
| <b>DIPLÔMES</b>        | <b>PRÉCISIONS/LIEUX</b> | <b>OBTENU (ANNEE)</b> |
| Doctorat d'État        |                         |                       |
| Doctorat de 3ème cycle |                         |                       |
| Doctorat d'Ingénieur   |                         |                       |
| DEA                    |                         |                       |
| DESS                   |                         |                       |

**DEMANDE D'INSCRIPTION AU TABLEAU DE L'ORDRE  
ARTICLE 83 SEPTIÈMES DE L'ORDONNANCE DE 1945  
QUESTIONNAIRE PERSONNE PHYSIQUE**

|   |  |  |
|---|--|--|
| MSTCF,<br>Maîtrise de<br>Sciences et<br>Techniques<br>comptables et<br>financières                  |  |  |
| MSG, Maîtrise<br>des Sciences de<br>Gestion   |  |  |
| MIAGE,<br>Maîtrise de<br>méthodes<br>Informatiques<br>Appliquées à la<br>Gestion de<br>l'Entreprise |  |  |
| Maîtrise en<br>droit  |  |  |
| Maîtrise en<br>Sciences<br>Économiques  |  |  |
| (CELSA)<br>Maîtrise<br>d'Information<br>et de<br>Communication                                      |  |  |
| Licence en droit  |  |  |
| Licence en<br>Sciences<br>Économiques   |  |  |
| Autres maîtrises  |  |  |
| Autres licences   |  |  |
| DEUG  |  |  |
| DEUST,<br>Diplôme<br>d'Études<br>Universitaires<br>Scientifiques et<br>Techniques                   |  |  |
| DUT, Diplôme<br>Universitaire de<br>Technologie   |  |  |
| Diplôme<br>étranger   |  |  |
| Master CCA,<br>Comptabilité<br>Contrôle Audit   |  |  |
| Autres Masters  |  |  |
| Autres<br>diplômes<br>universitaires  |  |  |